



Le scientifique, le politique, le Mali et la France: la quadrature du cercle?

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

CEPED, Paris, France

Ce numéro de la *Revue canadienne des études africaines* est exceptionnel, tant par son contenu que par les conditions de sa réalisation. Initialement, le dossier qu'il consacre au Mali devait en effet sortir dans *Afrique contemporaine*, revue dont j'ai été le rédacteur en chef de mars 2018 jusqu'à mon départ précipité, tout juste un an après. Ce vénérable "journal," au sens scientifique du terme, mérite qu'on en dise un mot rapidement car son histoire est, à sa manière, significative des particularités de la relation que la France continue d'entretenir avec son pré carré africain. *Afrique contemporaine*, en l'occurrence, a été fondée en 1962 par des anciens administrateurs coloniaux. D'abord envisagée comme une sorte de bulletin d'informations, elle a progressivement gagné en substance tout en assumant ouvertement la tutelle directe du gouvernement, à l'époque sous la houlette de La Documentation Française et des services du Premier Ministre.

En 2003, *Afrique contemporaine* est ensuite passée sous le giron de l'AFD (Agence française de développement), qui est un peu l'équivalent de ce que fut l'ACDI (Agence canadienne de développement international). Elle a ainsi échappé à une mort programmée au moment où, pour des raisons financières essentiellement, La Documentation Française se débarrassait des revues régionalistes comme *Maghreb-Machrek* ou *Problèmes d'Amérique latine*. Tout à la fois banque privée et agence publique, l'AFD allait alors confirmer le tour développementaliste et institutionnel qu'*Afrique contemporaine* avait commencé à prendre au cours des années 1990. Dans les milieux académiques et "africanistes" français, certains chercheurs niaient ainsi le caractère scientifique d'une revue qui, à force de publier des dossiers très techniques, était parfois comparée à une sorte de manuel d'irrigation agricole.

Attentive à l'iconographie sous forme de cartes, de graphiques ou de dessins, *Afrique contemporaine* devait cependant finir par devenir plus crédible. Pluridisciplinaire, ouverte à la géographie comme à l'économie, elle offrait notamment aux jeunes chercheurs la possibilité de publier des articles avec des approches différentes de celles des anthropologues des *Cahiers d'Études Africaines* ou des politistes de *Politique Africaine*. Son conseil scientifique internationalisé et une équipe de rédaction rajeunie et déterminée allaient aussi contribuer à redynamiser la revue autour de beaux numéros consacrés à l'éducation islamique, au vote des diasporas, au gouvernement par les nombres, à Boko Haram, etc. Au fil des ans, *Afrique contemporaine* s'était ainsi hissée dans le "hit parade" des dix titres les plus consultés sur Cairn, la principale plateforme de mise en ligne des revues francophones de sciences sociales, toutes disciplines confondues.

On en était là lorsque je fus auditionné, sélectionné et nommé rédacteur en chef d'*Afrique contemporaine* début 2018. La revue avait accumulé des retards de parution et, parmi les dossiers en souffrance, ceux de la Côte d'Ivoire et du Mali allaient vite susciter des tensions. Spécialiste du Nigeria anglophone, je ne connaissais guère les subtilités des relations entre la France et ses anciennes colonies africaines. Je découvris bientôt que l'AFD prêtait une attention excessive à la lecture que pouvaient faire d'*Afrique contemporaine* les ambassadeurs et les directeurs d'agences en poste dans les pays traités par la revue.

Concernant le Mali, j'avais trouvé intéressant de renouveler les perspectives en laissant à une équipe d'origine canadienne le soin de décrypter les enjeux des conflits en cours. D'excellents chercheurs français avaient déjà beaucoup écrit sur le sujet. Décentrer le regard outre-atlantique devait permettre d'aborder la question autrement. Confronter l'analyse de la crise malienne au prisme de paradigmes nord-américains semblait d'autant plus pertinent que le sujet suscitait de nombreuses controverses sur les causes de la résilience des groupes djihadistes, les échecs de la communauté internationale et la responsabilité des divers pouvoirs locaux dans la prolongation des hostilités. De plus, *Afrique contemporaine* n'avait pas consacré de dossier spécifique au Mali depuis une bonne trentaine d'années.

C'était cependant sans compter sur l'opposition de l'AFD. Le nouveau directeur de rédaction nommé à la tête de la revue, Thomas Melonio, était un économiste et un ancien responsable de la cellule Afrique du président François Hollande, celle-là même qui, au Mali, avait supervisé la mise en place des opérations militaires Serval en 2013 puis Barkhane à partir de 2014. Alors que les articles proposés avaient été dûment sélectionnés et validés par les pairs scientifiques et par le comité opérationnel d'*Afrique contemporaine*, la parution du dossier fut finalement suspendue sine die. Quatre principaux arguments furent avancés pour justifier une décision qui bafouait complètement les avis des évaluateurs et les résolutions du conseil scientifique: le contenu aurait été diffamatoire; le dossier aurait été écrit à charge contre les interventions de la communauté internationale; les analyses auraient été incomplètes; et, plus généralement, la publication risquait de porter préjudice à la poursuite des activités de l'AFD au Mali.

Au vu des précédents qui nous avaient déjà contraints à annuler la présentation à Abidjan d'un numéro consacré à la Côte d'Ivoire, j'écartai d'emblée ce dernier argument. En tant que scientifique, je n'étais guère en mesure d'apprécier le "risque réputationnel" pour l'AFD au Mali. A mes yeux, *Afrique contemporaine* n'était pas une revue de valorisation au service d'une communication institutionnelle. Sur les autres points, je demandais quelles étaient précisément les phrases prétendument diffamatoires. Je n'eus aucune réponse. Visiblement, on s'offusquait de ce que certains auteurs aient pu parler d'un État malien corrompu et prédateur. La belle affaire! A suivre ce raisonnement, il aurait aussi fallu interdire la publication du livre de Jean-François Bayart et de ses collègues sur la criminalisation de l'État en Afrique.

Au même moment sortait dans la revue *Hérodote* un dossier consacré au Sahel et coordonné par un collègue géographe de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), Emmanuel Grégoire.¹ Dans son analyse, très précise, celui-ci n'hésitait pas à citer nommément un membre du parti au pouvoir au Niger qui avait trempé dans des trafics de drogues. Il n'y avait rien de tel dans le dossier d'*Afrique contemporaine* sur les conflits au Mali. Comme le lecteur pourra le constater par lui-même, les articles qui suivent n'ont en fait rien d'outrancier et ils ne contiennent aucune

attaque *ad nominem* contre un membre du gouvernement du président Ibrahim Boubacar Keïta au pouvoir à Bamako.

Un deuxième argument contre la publication d'*Afrique contemporaine* concernait le prétendu déséquilibre du numéro à paraître. Pourtant, le dossier porté par le professeur Bruno Charbonneau était exclusivement consacré aux conflits du Mali. Il n'avait pas vocation à traiter d'autres pays du Sahel, pas plus qu'il n'avait la prétention de couvrir tous les aspects susceptibles d'avoir contribué à la crise: pression démographique, aléas climatiques, plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale, revendications sociales sur l'accès à la santé ou à l'école, etc. L'argument du déséquilibre semblait d'autant plus fallacieux que le précédent numéro publié par *Afrique contemporaine* présentait d'importantes lacunes.

Consacré à l'industrialisation du continent, il avait privilégié une approche développementaliste en passant sous silence la question de l'évolution du prolétariat et des syndicats ouvriers en Afrique.² La différence est que ce dossier avait été piloté par un agent de l'AFD.

Un troisième argument contre le numéro sur le Mali concernait les conclusions assez sombres des auteurs des articles. Prétendument biaisé, le dossier aurait eu pour inconvénient de ne pas donner la parole à des officiels du gouvernement français. A la recherche d'un compromis, des membres du conseil scientifique de la revue avaient pourtant suggéré de mener un entretien avec l'envoyé spécial au Sahel du président Emmanuel Macron, l'ambassadeur Jean-Marc Châtaignier, qui venait justement de participer à la dernière livraison de la revue Hérodote. En vain : la proposition fut finalement rejetée par les responsables des publications de l'AFD.

En tout état de cause, les analyses développées par l'équipe du professeur Bruno Charbonneau me paraissent réalistes et pondérées. Elles ne parlaient pas d'État failli, un constat pour le moins exagéré si l'on veut bien considérer la situation autrement plus catastrophique de la Somalie, du Soudan du Sud ou de la Centrafrique. Mais elles ne se voilaient pas la face sur la gravité d'une crise politique dont les insurrections séparatistes ou djihadistes constituaient un des symptômes les plus visibles. A leur manière, leurs conclusions étaient en fait à la mesure des désillusions de la communauté internationale à propos d'un pays en proie à une instabilité tous azimuts alors qu'il était autrefois vanté comme un modèle de réussite de la transition démocratique des années 1990.

Au final, l'analyse des auteurs du dossier se révèle d'ailleurs ne pas être pas très éloignée du constat dressé par des spécialistes français de la zone.³ L'"acharnement contre-terroriste," pour reprendre un des termes utilisés par le professeur Bruno Charbonneau, a en effet montré ses limites lorsqu'il revient à freiner les négociations de paix et à créer des catégories plus ou moins artificielles pour tenter de démêler les acteurs de violences que, selon les points de vue, certains classent comme relevant de l'insurrection djihadiste, du conflit de bétail, du séparatisme touarègue ou de l'affirmation de revendications ethniques et miliciennes.

La complexité du Mali devrait ainsi conduire à éviter les amalgames et à se méfier des analyses par trop figées et réductrices du cercle des "amis" ou des "ennemis" du gouvernement. Il importe notamment de prendre en compte la fluidité des allégeances individuelles ou communautaires et la facilité avec laquelle s'opèrent les retournements d'alliances suivant les besoins du moment. Certes, on peut toujours essayer de comprendre les conflits à plusieurs niveaux: international, régional, national et local. En pratique, il n'en demeure pas

moins que la porosité des frontières, l'enchevêtrement des logiques insurrectionnelles et la diversité des situations interdisent toute généralisation abusive, compliquant sérieusement les tentatives de décryptage de la complexité du terrain.

Au-delà des interventions des Nations Unies, de la France et des armées africaines du G5 Sahel, l'imbrication des échelles d'analyses et des dynamiques de belligérance oblige en fait à s'affranchir d'un regard purement sécuritaire pour questionner d'autres types d'acteurs et de problématiques, par exemple du côté d'un séparatisme touarègue qui, analysé par l'historien Pierre Boilley, fut bizarrement respectueux des frontières coloniales lorsque fut proclamée l'indépendance de l'Azawad en 2012. Le contexte du scrutin présidentiel de 2018, qui devait s'accompagner d'élections législatives toujours reportées à l'heure où sont écrites ces lignes, invite aussi à dépasser la vision d'un Mali en proie au terrorisme pour s'intéresser à des thèmes moins visibles sur le plan médiatique mais tout aussi préoccupants sur le plan social, telle l'évolution des niveaux de vie, que les statistiques disponibles retracent très imparfaitement, comme le montre le professeur Joseph Brunet-Jailly.

Les articles de ce numéro spécial de la *Revue canadienne des études africaines* peuvent ainsi se lire à deux niveaux. En premier lieu, ils permettent de mieux comprendre les dynamiques conflictuelles d'un pays en quête d'une paix introuvable. A un deuxième niveau, ensuite, ils nous révèlent l'extrême sensibilité du pouvoir politique français sur des questions qui méritent pourtant d'être débattues en public. En effet, l'Élysée a clairement annoncé sa décision de maintenir son engagement au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane, le plus gros déploiement militaire outre-mer de la France depuis la guerre d'Algérie. La réaction outrée de l'AFD peut s'interpréter de plusieurs façons à cet égard. Face à l'enlèvement de l'intervention militaire au Mali, elle semble d'abord traduire la crispation et l'inquiétude grandissante d'un pouvoir politique qui craint de perdre la bataille de la communication dans sa guerre contre le terrorisme au Sahel. Autre hypothèse, elle exprime le désarroi d'autorités qui, refusant de remettre en cause leur diagnostic initial de la situation, ne savent plus très bien comment comprendre la crise et comment l'expliquer aux Français pour justifier la poursuite de l'opération Barkhane.

Concernant plus précisément l'AFD, la décision de suspendre sine die la parution d'un numéro d'*Afrique contemporaine* consacré au Mali a également résulté de logiques internes à l'institution. A mon sens, elle signale avant tout une certaine méconnaissance du monde académique et du prix qu'il attache à son indépendance scientifique. De là à y voir une forme de mépris ou d'indifférence, il y a un pas que l'on se gardera de franchir. Il y eut des coopérations fructueuses entre chercheurs et opérateurs du développement. Mais la tendance actuelle est inquiétante car, pour des raisons d'économie, elle pousse à la mutualisation des moyens de l'action extérieure de la France et, à en croire la rumeur, les autorités envisageraient même de fédérer sous la coupe de l'AFD les centres de recherche à l'étranger.

L'affaire *Afrique contemporaine* en dit long aussi sur la façon dont un opérateur du développement appréhende la critique en dehors de l'exercice routinier de ses évaluations institutionnelles. Aujourd'hui, on continue de s'interroger pour savoir en quoi les articles perçus comme litigieux auraient pu embarrasser et entraver les activités de l'AFD au Mali, si tant est que le président Ibrahim Boubacar Keïta et ses ministres aient soudain eu envie de lire une revue scientifique. L'excès de prudence en la matière s'explique sans doute par l'évolution d'une institution qui craint de déplaire à l'Élysée. L'AFD fait partie des très rares administrations françaises à avoir vu son budget

augmenter sensiblement au cours des dernières années. A présent, elle est appelée à devenir le bras financier de l'outil militaire au Sahel, les décideurs estimant que la mise en œuvre de projets de développement pourrait faciliter le déploiement des troupes, rallier la population à la lutte antiterroriste et désamorcer les multiples tensions observées dans la région de Mopti et le Septentrion malien.

La suspension de la publication d'*Afrique contemporaine* eut cependant l'effet inverse à celui attendu. L'objectif avait été de préserver la réputation de l'AFD. Le résultat fut un scandale public, avec un grand retentissement médiatique. L'affaire fit, entre autres, la Une du journal *Le Monde* et eut des échos radiophoniques sur la BBC ou à RFI, ceci sans parler des réactions outrées de Maliens dénonçant la "censure" de l'AFD.⁴ Il faut dire que le *storytelling* était facile car la confrontation mettait aux prises un ancien responsable de la cellule Afrique de l'Élysée avec la communauté académique, qui signa une pétition réunissant plusieurs centaines de noms à l'international.⁵ Une telle configuration allait évidemment donner prise à de nombreuses spéculations sur la persistance des réseaux de la "Françafrique" dans le contexte du dispositif militaire de l'opération Barkhane au Sahel. L'affaire donna aussi le sentiment que certains agents de l'AFD vivaient dans une bulle et n'avaient absolument pas été capables d'anticiper les réactions que provoqueraient leur décision de suspendre la parution d'une revue qui entretenait pourtant un partenariat suivi avec les journalistes de l'équipe du *Monde Afrique*.

Autre effet contreproductif, l'AFD s'est mise publiquement en porte-à-faux relativement aux valeurs qu'elle disait promouvoir. En 2009, elle avait ainsi récupéré les financements qui étaient autrefois dévolus au ministère des Affaires étrangères pour appuyer les ONG de défense des droits de l'homme. Dix ans plus tard, il était donc assez étonnant de voir qu'un des principaux points d'achoppement avec le comité opérationnel d'*Afrique contemporaine* concernait une étude tirée d'un rapport de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) sur des massacres commis par l'armée malienne dans la région de Mopti. Très bien documenté suite à une enquête de terrain approfondie et nourrie de nombreux témoignages, l'article, signé par Rémi Carayol, devait sortir dans une rubrique "Actualités" qui venait de s'ouvrir aux journalistes pour publier des analyses "à chaud" des événements du moment.

Le résultat est tout aussi désolant pour la communauté académique, chercheurs africains compris. Par contrecoup, les ingérences politiques de l'AFD ont en effet compromis la réputation d'*Afrique contemporaine*. Aux dernières nouvelles, la revue devait sortir un numéro Varia avec plus d'un an de retard. Mais la plupart des coordinateurs des dossiers à paraître ont préféré se désister. Et pour cause: comment garantir que leurs articles ne risquaient pas de déplaire à un agent de l'AFD et d'être finalement rejetés après avoir été dument approuvé par les pairs scientifiques? A l'heure où sont écrites ces lignes, l'AFD n'a avancé aucune solution concrète pour assurer l'indépendance académique de la revue, pas plus qu'elle n'a proposé de débat public pour confronter ses positions avec celles des chercheurs et des membres démissionnaires du conseil scientifique d'*Afrique contemporaine*.

Enterrer le problème est sans doute une bonne stratégie: la mémoire est courte! Mais une position aussi attentiste n'est guère rassurante sur la capacité de l'AFD et des décideurs politiques français à travailler avec des chercheurs et à entendre un discours critique sur les engagements de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme ... et la pauvreté au Sahel, plus particulièrement au Mali.

Notes

1. *Hérodote* n°172, mars 2019.
2. *Afrique contemporaine* n°266, 2018, pp. 5–7.
3. Gonin, Patrick, Kotlok, Nathalie et Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, 2013, 343p.; Marchal, Roland [2013], “Military (mis)adventures in Mali,” *African Affairs* vol. 112, n° 448, pp. 486–97; Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, *Une guerre perdue: la France au Sahel*, Paris, JC Lattès, 2020, à paraître.
4. *Le Monde* 12 avril 2019, pp. 1 et 26.
5. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/26/suite-de-la-liste-des-signataires_5441598_3212.html.

À propos de l’auteur

Marc-Antoine Pérouse de Montclos Politiste et directeur de recherche à l’Institut de recherche pour le développement (IRD), Marc-Antoine Pérouse de Montclos a été rédacteur en chef de la revue *Afrique Contemporaine* de 2018 à 2019. Chercheur associé à Chatham House (Londres) jusqu’en 2017 et, aujourd’hui, au PRIO (Peace Research Institute, Oslo), il est spécialiste des conflits armés en Afrique subsaharienne, où il accomplit régulièrement des missions d’études. Derniers ouvrages parus en 2018: *L’Afrique, nouvelle frontière du djihad?* et *Déconstruire la guerre. Acteurs, discours, controverses*.